

Je suis bien aise de relever ce passage dans le discours du trône :

Il est évident que des marchés et des facilités d'y arriver adéquats et des taux réduits de transport et de production sont à la base du problème.

A n'en pas douter, le perfectionnement de nos méthodes de culture et d'exploitation, l'amélioration de notre bétail accroîtront la prospérité et les bénéfices de la classe agricole; cependant, il n'en est pas moins vrai que les choses mêmes qu'on mentionne ici sont essentielles au succès de l'agriculture canadienne. Le passage que j'ai cité déclare que des débouchés suffisants sont un élément du problème. Cela ne souffre aucun doute. Je ne saurais comprendre comment un pays tel que le Canada, dont la moitié des habitants s'adonne à l'exploitation agricole, pourrait avoir des marchés trop nombreux ou des débouchés trop vastes.

Je me demande si le récent voyage du ministre des Finances à Washington était opportun. C'est à lui d'en juger, il va sans dire, cependant, je tiens à le féliciter de son désir de favoriser de meilleures relations commerciales avec les Etats-Unis pour ouvrir des débouchés à notre production agricole. Je doute que le ministre des Finances ait en cela l'appui de son entourage; mais si mes paroles peuvent avoir du poids auprès de lui, j'exprimerai l'espoir de le voir poursuivre cette excellente démarche et ouvrir, si faire se peut, ce marché aux denrées du Canada.

Je ne partage pas le sentiment du chef de l'opposition qui a brièvement soutenu, hier, que la réciprocité ne vaudrait rien pour les cultivateurs canadiens. Je ne saurais concevoir comment on peut soutenir cette thèse à la lumière de faits qui crèvent les yeux. Si mes souvenirs sont fidèles, nous avons exporté aux Etats-Unis, il y a deux ans, 350,000 bestiaux de plus d'un an. Lorsque les Américains, nos voisins, ont établi le tarif d'urgence Fordney, les portes de ce marché ce sont fermées, et qu'est-il arrivé? Les cultivateurs canadiens ont été privés de ce débouché; les prix des bêtes à cornes, ont baissé sur les marchés du pays. Cela est-il un avantage pour le Canada, oui ou non? Est-il de l'intérêt de ce Dominion que les cultivateurs obtiennent les plus hauts prix pour leurs bestiaux et leurs céréales? Je suis d'avis que cela est avantageux car le cultivateur, lorsqu'il a de l'argent dans sa bourse, fait des emplettes chez le marchand et achalande les voies ferrées. Par conséquent, le champ des opérations commerciales s'agrandit et le pays entier en

[L'hon. M. Crerar.]

profite. Tel est le résultat inévitable; aussi, ce dont le Canada a le plus besoin aujourd'hui, ce sont de plus vastes débouchés.

Le discours du trône parle aussi de la nécessité de plus grandes facilités d'atteindre les marchés. Le Gouvernement, j'imagine, a en l'idée la vente des blés canadiens. J'espère que sa pensée a plus d'ampleur encore. Le système coûteux de distribution des produits de la culture du sol, ainsi que de tous les articles de consommation, est, de nos jours, du Canada, l'un des pires inconvénients et l'une des causes de la vie chère. J'ai une grande confiance dans la coopération volontaire des nôtres pour la suppression de cet inconvénient. J'admets que, parfois, l'intermédiaire remplit un rôle utile; cependant, lorsqu'une masse de producteurs et de consommateurs doit faire vivre une nuée d'entremetteurs, la situation laisse à désirer. A ce sujet, j'espère que le Gouvernement songe à créer et à favoriser l'action coopérative.

Je tiens à parler surtout de la vente de nos blés. L'an dernier, la situation était déplorable. La députation le sait, dans le Canada occidental, non seulement parmi les producteurs, mais parmi nombre de négociants, l'opinion prévaut généralement que la commission canadienne des blés devrait être rétablie provisoirement, afin de faire face à cette situation. Eh bien, le premier ministre a éveillé mon intérêt quand il a déclaré que toute la question de la vente des blés sera soumise au comité de l'agriculture. J'aimerais que cela se fit à aussi bref délai que possible, afin que les divers aspects de la question pussent être l'objet d'investigations complètes. Le très honorable chef de l'opposition a fait montre de sens en suggérant la formation volontaire d'un syndicat du blé sous la surveillance de l'Etat; je doute cependant que le meilleur et le plus sûr moyen d'assurer l'écoulement constant de notre blé réside dans un tel syndicat ou même dans une commission fédérale des blés.

Il m'a été récemment donné de constater aux Etats-Unis l'étendue des progrès que nos voisins ont accomplis en multipliant les syndicats coopératifs pour l'écoulement de ce que produisent ou consomment les cultivateurs américains: fruits, grains et autres denrées. L'année dernière, le gouvernement fédéral des Etats-Unis a rendu de réels services à ces syndicats en les aidant de ses deniers à effectuer leurs ventes. Il l'a fait en rétablissant la War Finance Corporation qui, on s'en souvient, était à l'œuvre pendant la durée des hos-